

Contre la dictature des marchés financiers, Utilisons autrement la création monétaire de la BCE pour le développement de l'Emploi, des Services Publics, des Salaires



Sommaire

- ✓ 1– Pôle financier public : pour quoi faire? page 2/3
- ✓ 2– Les banques et la BCE au cœur de la bataille pages 4/7
- ✓ 3– Recul de l'âge de la retraite, pour réduire la dette? pages 8/9

Pôle financier public : remède miracle à la crise ou instrument au service d'une stratégie de transformation sociale ?

La question du crédit bancaire est au cœur de la crise

Les banques, aujourd'hui sous le feu des spéculations boursières, ont une responsabilité énorme dans la crise.

Depuis trente ans, le crédit bancaire a eu de moins en moins pour contrepartie le développement de l'emploi, de la formation et la création de richesses réelles qui en résulteraient, mais au contraire le gonflement des prix des actifs financiers négociés sur les marchés, et des prix immobiliers.

En d'autres termes, beaucoup d'entreprises ou de riches particuliers qui empruntent aux banques ne se servent pas de cet argent pour financer des investissements qui créent des emplois, mais pour acheter en Bourse des titres financiers, par exemple des actions.

Ces titres font donc l'objet d'une forte demande, ce qui fait monter leur prix, bien au-delà de la valeur des biens qu'ils sont censés représenter. Les exigences de leurs détenteurs en termes de dividendes distribués croissent dans les mêmes proportions.

La dépendance accrue des entreprises et des Etats vis-à-vis de la finance (la « dictature des actionnaires ») a permis de relever les taux de profits (en faisant baisser la part des salaires dans la valeur ajoutée) mais ce cancer

financier a créé les conditions de crises de plus en plus incontrôlables.

En retour, les difficultés des banques les conduisent à restreindre le financement des entreprises et des collectivités publiques, ce qui freine les investissements et l'activité, transmettant les effets de la crise financière à l'économie « réelle ».

Les citoyens doivent donc demander des comptes aux banques, et aller jusqu'à conquérir des pouvoirs nouveaux sur leur activité de mise en circulation de l'argent, parce que

- ◆ elles ont joué et continuent de jouer de plus en plus dangereusement avec un argent qui est notre argent ;
- ◆ si la confiance dans les banques s'effondre, c'est la confiance dans la monnaie qui s'effondrera, c'est-à-dire une des bases essentielles de la vie en société ;
- ◆ à l'inverse, sortir de la crise exigera une réorientation radicale de l'action des banques et des critères d'attribution des crédits.

La réorientation du crédit n'a de sens que dans ses relations avec la logique de l'ensemble des autres propositions

Le fil conducteur, c'est la sécurisation de l'emploi et de la formation, qui est en quelque sorte la traduction économique et sociale du slogan « l'humain d'abord ».

- Des emplois plus nombreux, plus sûrs, plus qualifiés, mieux rémunérés, c'est à la fois un moyen de relancer la demande mais c'est aussi un facteur d'efficacité économique dans le contexte de la révolution informationnelle.
- C'est enfin une source de dépôts stables des salariés dans les banques, base d'un financement sain de l'économie.

Le cœur de nos propositions économiques, c'est donc la lutte pour imposer d'autres critères de gestion des entreprises et d'attribution des crédits bancaires, « du local au mondial » :

⇒ dans les entreprises et les bassins d'emplois , avec le soutien de fonds régionaux pour abaisser le coût des crédits aux investissements qui sécurisent l'emploi et la formation (la puissance publique ne finance pas ces investissements, elle intervient à l'appui des luttes sociales pour obliger les banques à les financer) ;

⇒ au niveau national avec un Fonds national pour l'emploi et la formation et avec un pôle financier public qui met en réseau des banques et compagnies d'assurances publiques (la question de la nationalisation des banques est à

l'ordre du jour, à juste titre) pour peser sur le comportement d'ensemble du système financier, dans le cadre d'un service public du crédit au service de l'emploi et de la formation ;

⇒ au niveau européen avec une autre utilisation de l'euro à travers une nouvelle politique monétaire : la BCE doit cesser de soutenir les banques qui financent la spéculation ; elle doit refinancer à taux zéro les crédits qui financent les investissements favorables à l'emploi, ainsi que les dépenses qui contribuent au développement des services publics. C'est, en particulier, l'objet de la campagne du Parti de la gauche européenne pour la création d'un Fonds de développement social et écologique européen ;

⇒ au niveau mondial avec le débat sur la remise en cause de l'hégémonie du dollar et la nécessité d'une alliance avec les pays émergents et en développement pour la création d'une monnaie commune mondiale qui pourrait, techniquement, être développée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, et qui servirait à financer les dépenses pour les êtres humains et les services publics sur toute la planète.

Denis Durand

Les Banques et la BCE au cœur de la bataille des peuples

PAUL BOCCARA

Il faut partir de la gravité de la crise financière en Europe.

Cela a commencé avec la formidable crise financière et des banques en 2008 aux Etats-Unis et en Europe, suivie de la récession à l'échelle mondiale en 2009. D'où les réponses des soutiens publics des banques et aussi des relances de la croissance à partir des fonds obtenus par les endettements des Etats.

Mais on n'a pas changé les critères des banques, qui ont relancé leurs activités spéculatives. Tout cela a débouché sur la crise des dettes publiques européennes, avec la spéculation contre ces titres de dettes. D'autant plus que les dettes avaient grossi considérablement, en liaison avec les facilités d'endettement en euros des Etats de la zone, malgré les capacités de remboursements limitées de plusieurs Etats de la zone, de la Grèce à l'Espagne.

D'où les hausses intolérables des taux d'intérêt des nouvelles dettes, pour le remboursement de ces Etats, et les interventions de fonds européens pour soutenir ces endettements. C'est la crise de la construction fondée sur l'euro.

Cela a engendré en 2011 de grandes difficultés de plusieurs banques et du crédit bancaire. Car les banques sont fragilisées par la masse de titres de dettes de leur capital, dévalorisés et attaqués par la spéculation.

Après la Grèce avec ses 350 milliards d'€ de dettes publiques, l'Italie est menacée avec 1900 milliards d'€ de dettes, **tandis que la France en a 1690 milliards.**

Les mesures d'austérité imposées aux peuples, de la Grèce à la France, les limitations des dépenses sociales et des

dépenses pour les services publics, soi-disant pour réduire les déficits et l'endettement, **tendent en réalité à déprimer la demande. Elles brident la croissance et compriment les recettes fiscales, relançant les difficultés :**

10% de baisse du PIB en Grèce en 3 ans et croissance de moins de 1% en France.

L'austérité et les difficultés du crédit contribuent à la relance du chômage dans l'Union européenne. Le taux de chômage dépasse 21% en Espagne, presque 10% en France avec 2,8 millions de chômeurs catégorie A et 4,756 millions toutes catégories. Les services publics, école, santé, logement social, etc., sont attaqués.

Au cœur de la réponse à la crise économique et sociale, de l'alternative à gauche et de l'apport du PCF et du Front de gauche, il y a donc les banques et le financement.

Cela vise de nouveaux objectifs sociaux et nécessite de nouveaux pouvoirs.

Pour la bataille à gauche, il faut partir des contradictions du PS. S'appuyer sur les éléments positifs pour les développer contre les éléments négatifs qui prédominent.

D'un côté, dans le débat des primaires du PS, ont avancé des exigences de contrôle public des banques. Mais en contradiction, d'un autre côté, ce qui prédomine c'est l'obsession de la réduction du déficit et de la dette publics, et donc des dépenses publiques, en surenchère avec Sarkozy.

L'objectif serait de réduire la part du déficit public dans le PIB à 3% en 2013 (actuellement presque 6%) et 0% en 2017 !

Le recours aux mesures d'austérité pour réduire les dépenses sociales est renforcé sous la pression des marchés financiers.

Ainsi la France est menacée par l'agence de notation Moody's de la dégradation de sa note AAA. Cette dégradation entraînerait une augmentation des intérêts à payer, dont le taux passerait de 3% à 4,5% et de 50 milliards à 70 ou 75 milliards d'€.

Les propositions alternatives doivent être articulées aux luttes sociales dans les entreprises, les services publics, les collectivités territoriales.

Dans le PS sont certes montées les idées d'un contrôle public des banques, avec des représentants de l'Etat dans leurs conseils d'administration, voire leur droit de veto, et de mesures contre la spéculation, pour la séparation entre banques de dépôts et banques d'affaires.

Mais persistent de grandes insuffisances sur l'importance du contrôle public des banques, et surtout le vague sur un autre comportement des banques et un autre crédit.

Les mesures du **sommet européen le 27 octobre**, pourraient entraîner un répit provisoire, mais les graves problèmes ne seraient pas résolus.

Outre le soutien conditionnel à la Grèce, ce sont :

- 100 milliards d'€ , la moitié de la dette publique grecque dans les banques , non remboursés. C'est une partie limitée des 350 milliards de dette, sans compter les risques pour les autres pays, comme l'Italie.
- Des recapitalisations des banques, une augmentation de leurs fonds propres de 106 milliards d'€, mais en comptant sur leurs profits, et sans changement de leurs critères.
- Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) à la capacité portée à 1000 milliards d'€, au lieu de 440 milliards, mais à partir des marchés financiers et avec des garanties des

Etats, tout particulièrement de l'Allemagne et de la France.

Contre l'austérité renforcée, une renégociation est souhaitable.

Nous avons proposé que la prise de dettes par la BCE soit amplifiée, au lieu d'être remplacée ultérieurement par le Fonds de stabilité.

Finalement Sarkozy avait dû avancer l'idée d'un appel du FESF à la BCE, mais cela s'est heurté à l'opposition de Merkel et il s'est incliné.

Désormais Hollande lui-même a dû revendiquer cette intervention de la BCE, quoique uniquement pour soutenir les dettes et non aussi pour le progrès social.

Au G20, un recours aux Droits de Tirage Spéciaux (DTS) du FMI pour appuyer le FESF a été décidé.

Les propositions du PCF et du Front de gauche concernant :

1) Un Pôle public financier en France. Il participerait à une incitation et à un contrôle public des banques. Face au défi de recapitalisation, des prises de participations et certaines nationalisations, avec de nouveaux pouvoirs, contribueraient à un pôle public financier, également adossé à la Caisse des dépôts, la Banque postale, les Caisses d'épargne, les banques mutualistes .

En outre, nous proposons des mesures de taxation des banques et une mutualisation des garanties entre elles. Ce pôle, directement et par coopération avec toutes les banques, inciterait à un **autre type de crédit :**

Une baisse sélective des taux d'intérêt, jusqu'à zéro (voire négatifs avec une diminution des remboursements), pour des crédits aux entreprises, avec des taux d'intérêt d'autant plus abaissés que sont programmés emplois et formations, et une efficacité des investissements avec recherche et formation.

2) Un refinancement des banques par la BCE, pour le nouveau crédit. Cela implique de nouvelles missions pour la BCE (croissance, emploi, et non priorité à la lutte contre l'inflation), et son contrôle public démocratique.

Le 3 novembre, le taux de refinancement de la BCE pour les banques a été abaissé de 1,5 à 1,25% mais sans conditions, et éventuellement pour la spéculation

Il faut faire comprendre la force formidable de la création monétaire de la Banque Centrale. Si la création monétaire favorise les salaires, l'emploi, la production réelle, elle ne développe pas l'inflation.

Il s'agit aussi de rompre avec l'obsession libérale de la réduction des déficits et des dettes. Il peut exister une bonne dette pour favoriser un nouveau type de croissance fondé sur la progression de l'emploi et des services publics.

3) Une création monétaire par la BCE pour développer sa prise de titres de dettes publiques européennes des Etats en difficultés.

Au contraire, le FESF s'appuie sur les marchés financiers et sur les garanties des Etats, avec la dépendance des marchés et leurs pressions.

4) Une prise de titres de dette publique par la BCE pour le progrès social. Cela alimenterait un « Fonds européen de développement social et écologique », pour l'expansion des services publics.

Cette proposition du PCF a été reprise par le Parti de la Gauche Européenne (PGE). Cela se rapproche des propositions des forces syndicales et de gauche en Allemagne pour une Banque publique.

C'est dire l'importance de la bataille pour une autre utilisation de la BCE et de l'euro.

Il ne s'agit pas de la fuir, avec la proposition de sortir de l'euro, de Marine Le Pen ou de certains à l'extrême gauche, qui est dangereuse:

- Elle entraînerait une dévaluation des monnaies nationales et la montée des dettes publiques, la pression renforcée contre les salaires, les dépenses sociales et la croissance.
- On se priverait de la force de la création monétaire en Europe, à partir d'une base réelle large et de solidarités.
- On renforcerait la domination mondiale du dollar, au lieu de l'appui de l'euro pour un autre FMI, avec une monnaie commune mondiale émancipée de la domination du dollar, pour une autre mondialisation de progrès social.

Cependant, devant les luttes dans les pays concernés, à commencer par la Grèce malgré le rejet du référendum, de nouvelles négociations seraient possibles pour modifier les mesures, en prenant en compte les exigences sociales.

Nous visons l'articulation entre nouveaux moyens financiers, objectifs sociaux, pouvoirs.

Une construction nouvelle de l'Union européenne, de démocratie participative, sociale, internationaliste, dans une Confédération, peut s'opposer au fédéralisme d'une gouvernance européenne de domination du couple franco-allemand où l'emporterait d'ailleurs l'Allemagne.

Il faut maîtriser et commencer à dépasser les marchés : de la monnaie et de la finance ; du travail, en avançant vers une sécurisation de l'emploi et de la formation ; des productions, avec de nouveaux critères de gestion des entreprises, pouvoirs des salariés, politique industrielle ; du marché mondial,

avec des coopérations de réciprocité et des taxes, protégeant contre les concurrences destructrices et les délocalisations.

Une autre mondialisation est possible, également avec un autre euro.

- Une véritable coopération euro-méditerranéenne avec l'enjeu de démocratisation dans les pays arabes, s'appuierait sur un plan de type Marshall, avec des dons en euros aux banques centrales de ces pays, pour des achats aux pays de l'Union européenne, afin de favoriser croissance et emploi des deux côtés.
- Une autre coopération est possible

avec les Pays émergents. La Chine propose de participer au FESF et elle a déjà pris des dettes européennes. En négociant de nouveaux rapports, il ne s'agit pas de s'y opposer comme le fait le PS. La Chine tend d'ailleurs à s'émanciper du dollar. Et elle a repris nos propositions d'une nouvelle monnaie commune mondiale émancipée du dollar , à partir des DTS du FMI.

Cela permettrait un refinancement des banques centrales elles- mêmes, pour un autre crédit partout. Et aussi la prise de titres de dette publique par le FMI, pour les services publics, au plan mondial, avec des biens ou services publics et communs de toute l'humanité.

RAPPEL DE QUELQUES DONNEES

Loi du 3 janvier 1973 : « *Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France* ».

Cette loi signifie l'interdiction accéder à la création monétaire de la Banque Centrale. Elle oblige donc, contrairement aux pratiques habituelles, l'Etat français à emprunter auprès des banques privées sur les marchés financiers à des taux d'intérêt dépendant de la conjoncture de ces derniers (et donc de la note octroyée par ces derniers)

Evolution de la dette après cette loi:

1974 : 14% du Pib

1978 : 21,2% du Pib

1982 : 36% du Pib

1998 : 60% du Pib

2000 : 57,5% du Pib

2003 : 63,3% du Pib

2005 : 66,1% du Pib

2009 : 79% du Pib

2010 : 82,3% du Pib

2011 : 86,2% du Pib

Dette de l'Etat

44 milliards d'euros en 1978,

1101 milliards fin 2009,

1591.2 milliards d'euros fin 2010

intérêts payés aux marchés financiers depuis 1974 :

1200 milliards fin 2010

Recul de la retraite : pour réduire la dette ou pour réduire les pensions?

Lors de son allocution télévisée, M. Sarkozy a fait un long plaidoyer pour justifier sa réforme contre la retraite à 60 ans, réforme qui contribuerait à réduire la dette de la France et à sauver l'Euro. Mais déjà un nouveau plan d'austérité est annoncé qui pourrait se traduire par un nouveau recul de l'âge de départ.

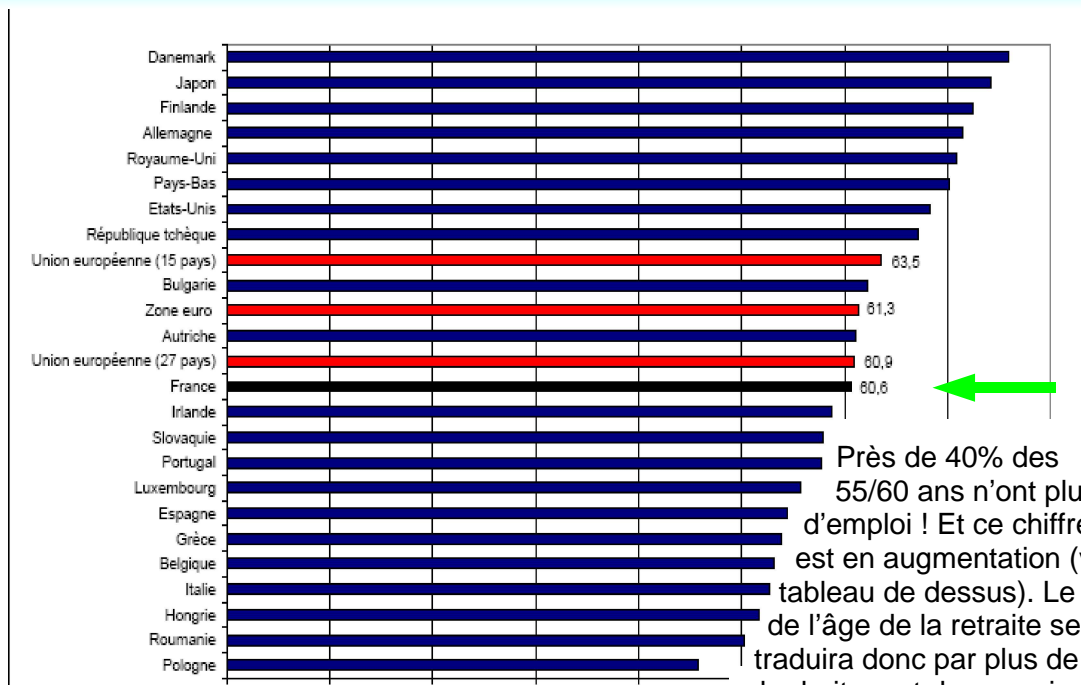
Il suffit de regarder les derniers chiffres du chômage pour se convaincre qu'obliger les salariés à prendre leur retraite plus tard ne contribuera pas à créer plus de richesses dans notre pays pour réduire la dette.

- 1) Le nombre de chômeurs augmente encore de 4,5% sur 1 an pour atteindre le chiffre officiel de 4,176 millions.
Les salariés encore au travail à 60 ans vont donc occuper un emploi plus longtemps aux dépens de ceux, plus jeunes, qui cherchent un travail.
- 2) Le chômage des séniors augmente toujours plus : + 15,2% en 1 an et dure plus longtemps : 46 jours de plus sur 1 an.
Cela signifie que les salariés atteignant l'âge de la retraite sans travail sont encore plus nombreux. Le recul de l'âge de la retraite n'aura pas un impact positif sur la dette mais un impact négatif pour les chômeurs : des "fins de droits" plus nombreux, avec des durées plus longues et des niveaux de retraite plus faible.

	Sept 2010	Aout 2011	Sept 2011	Variation sur 1 mois	Variation sur 1 an
France métropolitaine					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2698,8	2754,5	2780,5	0,9	+ 3
Catégorie B (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite courte)	532,8	567,5	556,3	-2	+ 4,4
Catégorie C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite longue)	763,1	826,2	839,0	1,5	+ 9,9
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	3994,7	4148,2	4175,8	0,7	+ 4,5
France					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2920,3	2988,6	3015,4	0,9	+ 3,3
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4244	4412,7	4441,6	0,7	+ 4,4
Chômage des plus de 50 ans					
Femmes de 50 ans et plus	373,1	425,9	434,3	2	+ 16,4
Hommes de 50 ans et plus	352,1	394,3	401,2	1,7	+ 13,9
Ensemble, 50 ans et plus	725,2	820,2	835,5	1,9	+ 15,2
Durée moy du chômage des plus de 50 ans en jours	348	387	394	7 jours + 1,8%	+ 46 jours +13,22%

Plus de la moitié des 835.500 chômeurs de 50 ans et plus ont en fait plus de 55 ans

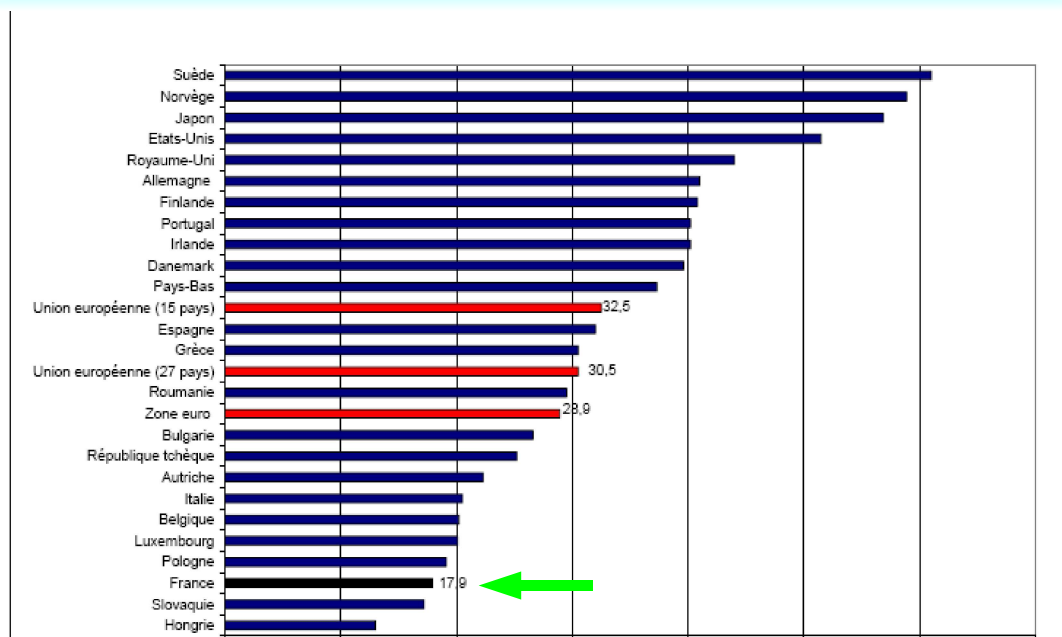
TAUX D'EMPLOI DES 55/59 ANS (inclus) EN COMPARAISONS INTERNATIONALES EN 2010



Près de 40% des 55/60 ans n'ont plus d'emploi ! Et ce chiffre est en augmentation (voir tableau de dessus). Le recul de l'âge de la retraite se traduira donc par plus de « fins de droits » et des pensions plus faibles !

Source : Eurostat sauf Etats Unis et Japon : OCDE.

TAUX D'EMPLOI DES 60/64 ANS (inclus) EN COMPARAISON INTERNATIONALES EN 2010



Source : Eurostat sauf Etats Unis et Japon : OCDE.